

POLITIQUES SOCIALES ET POTENTIEL ÉCONOMIQUE

Novembre 2006

Les propos de Lucien Bouchard qui nous disait de travailler plus et produire plus ont généré un débat public passionné où plusieurs se sont lancés rapidement à la défense de certaines politiques publiques qui ont pour objectif de faciliter l'équilibre travail-famille-santé-loisir (programme de garderies, de congés parentaux...). Ces interventions nous mettent, à juste titre, en garde contre une augmentation sensible des heures de travail qui aurait pour effet de compromettre les gains sociaux que ces politiques publiques ont permis de réaliser. En voulant aligner nos heures de travail sur celles de nos concurrents, on ajouterait au stress déjà élevé des travailleurs. Nous serions plus riches, mais nous aurions une moindre qualité de vie.

Il me semble qu'on a monté rapidement aux barricades dans ce débat et pris très tôt des positions tranchées. Des nuances pourraient être apportées.

Il est important de réaliser dans un premier temps que si nous voulons consommer plus de biens et de services, il faut en produire plus. Pour ce faire, il faudrait, si possible, accroître la productivité des travailleurs québécois, leur nombre et leurs heures de travail. Le faible taux de natalité et le vieillissement de la population feront en sorte qu'il y aura probablement une baisse du nombre de travailleurs qui sera accompagnée par des pressions sur les finances publiques par le biais d'une demande accrue de soins de santé.

Sans des efforts pour accroître la productivité et le nombre total d'heures travaillées, nous aurons de la difficulté à tout simplement maintenir notre niveau de consommation et le niveau des services publics. **Notons que plus nous réussissons à augmenter notre productivité, plus nous pourrions éviter une hausse de notre nombre moyen d'heures de travail.** Si nos concurrents font mieux que nous, nous risquons même de faire face à une baisse de notre production nationale et donc de notre niveau de vie. **Nous n'avons donc pas le choix, il faut relever le défi de la concurrence.** C'est ce que font d'autres pays industrialisés, comme la Suède dont les politiques sociales sont plus avancées que les nôtres. Refuser de relever ce défi, fermer nos frontières et nous insoler auraient des conséquences bien pires.

D'un autre côté, attribuer à nos programmes sociaux tout le blâme d'une performance économique relativement faible est incorrecte. Plusieurs programmes sociaux ont des effets très positifs sur notre performance économique. Pensons à l'accès pour tous à l'éducation qui augmente la qualité de la main-d'œuvre. Pensons aux programmes d'aide aux plus démunis et aux chômeurs qui permettent une meilleure cohésion sociale et le retour au travail de travailleurs qui ont des difficultés temporaires (maladie, chômage...). Pensons aux programmes (garderies, congés parentaux) qui permettent surtout aux femmes de participer davantage au marché du travail. Ce qui nuit à la performance économique ce n'est pas la nature de ces programmes (qui sont, en soi, des actifs collectifs) mais certains aspects de leur mise en application. Il faut éviter que le cumul de ces programmes crée un problème de finances publiques ; il faut éviter de vivre au dessus de ses moyens. Un programme d'aide aux moins bien nantis qui ne supporte pas

suffisamment le retour à l'autonomie a des effets négatifs sur la performance économique à long terme. Un programme social qui remplit ses objectifs mais dont le coût est prohibitif devient un boulet et empêche que des ressources soient allouées à des programmes très performants. Le travail au noir et tous autres modes d'évasion fiscale sont des maux qui doivent être fortement combattus par l'État. L'appareil gouvernemental doit être efficace et utiliser avec parcimonie les ressources que les contribuables lui confient.

Je souhaite que notre réflexion collective s'oriente vers la recherche de réponses aux questions suivantes :

1. Pourquoi le niveau d'investissement du secteur privé a été si peu élevé ? Quels ont été les obstacles ? Une réglementation trop lourde, une fiscalité non compétitive, un manque de flexibilité sur marché du travail, une infrastructure collective déficiente, un manque d'entrepreneurs de qualité... Il y a d'autres solutions à envisager qu'une forte hausse des subsides gouvernementaux aux entreprises privées.
2. Pourquoi notre taux de chômage tendanciel est-il si élevé par rapport aux autres grandes provinces canadiennes ou par rapport aux États-Unis ? Quels sont les obstacles qui empêchent notre marché du travail de s'équilibrer à un taux de chômage sensiblement plus bas ? La rigidité des salaires, un manque d'investissement en éducation et dans la formation de la main d'œuvre, la réglementation, des programmes gouvernementaux qui manquent d'incitation au travail...

Rappelons-nous qu'une des grandes tâches du gouvernement est de créer un environnement qui permet le développement optimal d'activités économiques, sociales et culturelles, tout en respectant des contraintes que la collectivité s'impose dans différents domaines tels que la justice, la redistribution des revenus, l'environnement, la ou les langues officielles... La tentation des gouvernements est souvent de chercher à être présents partout et à tout faire. Ceci a trop souvent pour effet de les pousser à improviser continuellement, surtout si leur marge budgétaire est très mince. Ils ne peuvent donc pas concentrer leurs efforts, définir une stratégie intégrée et planifier leurs interventions à long terme. L'empiètement des administrations gouvernementales les unes sur les autres amplifie grandement ce problème. L'éparpillement et le manque de planification sont deux grands obstacles à la contribution du gouvernement pour relever les défis posés par la concurrence internationale, le vieillissement de la population et la protection de l'environnement. La bonne nouvelle est qu'il est de notre ressort d'enlever ces obstacles. Le voulons-nous ? Y a-t-il un leadership politique capable de le faire ?

Jean-Pierre Aubry
Président du Comité des politiques publiques
Association des économistes québécois (ASDEQ)